

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arguments 11

La Grèce

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 28 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

La Grèce devait servir d'exemple. Un exemple qui devait apporter la preuve de l'efficacité des politiques de réduction des déficits publics imposées par l'Union européenne et le FMI.

Mais c'est exactement la preuve du contraire qui a été apportée. L'Union européenne a été incapable de venir à bout d'un problème, somme toute modeste : celui d'un pays qui ne représente que 3 % de celle de l'économie de la zone euro. Elle a transformé ce modeste problème en une triple catastrophe.

Une catastrophe sociale tout d'abord

En 5 ans, de 2008 à 2012, le niveau de vie moyen de la population grecque a chuté de 50 % (chiffre de l'Institut du Travail, centre de recherche des syndicats grecs). 24 % de la population active est au chômage.

La Troïka a imposé une diminution du salaire minimum de 22 % (32 % pour les moins de 25 ans), une baisse des retraites de 22 %. Le taux de TVA est passé de 19 à 23 %. Les entreprises privées ont pu licencier à tour de bras sans aucune contrainte. L'impôt sur les sociétés a été réduit, les impôts payés par les salariés ont augmenté, notamment une taxe foncière particulièrement injuste. Les salariés du secteur public ont été victimes de multiples charrettes de licenciements. Les allocations sociales ont connu une baisse brutale. Les Grecs ne trouvent plus de médicaments et les hôpitaux publics n'ont plus les moyens de soigner la population.

Une catastrophe économique ensuite

En massacrant les salaires, le droit du travail, l'emploi, l'Union européenne les gouvernements grecs de Papandréou et de Samaras ont du même coup écrasé la demande intérieure grecque. La généralisation de l'austérité dans toute l'Europe a passé au pilon la demande extérieure grecque : 80 % des exportations de la Grèce ont pour destination l'Union européenne.

La Grèce est en récession depuis 2008 : 5 années de récession ! Le PIB a diminué de 22 % depuis cette date. L'équivalent, en France, d'une diminution de 440 milliards d'euros du PIB. Toutes les prévisions optimistes du gouvernement grec ou de l'Union européennes se sont avérées plus fausses les unes que les autres. La Grèce s'enfonce dans une profonde dépression qui, comme dans les années 1930, fait le lit des nazis, ceux d'« Aube dorée ».

Une catastrophe financière, enfin

La dette publique grecque s'élevait à 113 % du PIB grec en 2009, après qu'aient été révélé le maquillage des comptes publics par la droite de Karamanlis. Elle atteint aujourd'hui 165 %, du PIB de la Grèce, malgré la restructuration de cette dette publique. L'Union européenne qui avait juré que jamais au grand jamais la dette grecque ne serait restructurée a dû accepter, en catastrophe, une restructuration de 107 milliards d'euros de la dette publique grecque en mars 2012.

L'Union européenne de Merkel s'est avérée incapable de tirer la moindre leçon de ses errements

L'union européenne et le FMI veulent, au contraire, obliger la Grèce à appliquer un nouveau « plan de rigueur » qui entraînera une nouvelle catastrophe sociale, un approfondissement de la récession et une nouvelle augmentation de la dette publique.

Pour satisfaire aux exigences de la Troïka, le nouveau gouvernement grec (Nouvelle droite, Pasok, Gauche démocratique) veut maintenant imposer :

- ▶ Une réserve d'emploi de 150 000 fonctionnaires (l'équivalent de 900 000 fonctionnaires en France !). Ces fonctionnaires toucheront pendant trois ans 65 à 75 % de leur salaire de base. Au bout de ces trois années, ils seront licenciés.
- ▶ De nouvelles coupes dans les allocations sociales.
- ▶ Une réduction allant jusqu'à 35 % des salaires dans les entreprises publiques.
- ▶ La fusion et la privatisation d'une cinquantaine d'organismes publics pour le plus grand profit des multinationales allemandes, britanniques ou françaises.

Pourquoi tout cela ? Parce que les Grecs ne paient pas leurs impôts ?

C'est les explications que la plupart des médias ont voulu trouvé aux difficultés de la Grèce.

C'est oublier 2 éléments décisifs :

- ▶ **1. Les Grecs « paresseux » et qui ne paieraient pas leurs impôts : cela pouvait peut-être faire illusion il y a deux ans et demi.** Mais, aujourd'hui, en quoi cela pourrait bien expliquer pourquoi l'Irlande, le Portugal et maintenant l'Espagne et l'Italie, à des rythmes différents, se retrouvent dans une situation de plus en plus proche de la Grèce ? Parce que tous les gens du Sud sont paresseux et que l'Irlande, est aussi, finalement, un pays du Sud ? Cette explication à la limite du racisme ne tient aucun compte du simple fait que la durée réelle du travail est, par exemple, plus importante en Grèce qu'en Allemagne.
- ▶ **2. Les salariés et les retraités grecs ne peuvent pas faire autrement que payer leurs impôts.** Ils sont, bien sûr obligés de payer la TVA. Ils sont également obligés de payer leurs impôts directs puisque ces derniers sont prélevés à la source. Une récente étude universitaire (voir l'Expansion du 06/09/2012) constatait que les Grecs qui ne payaient pas leurs impôts étaient les médecins, les ingénieurs et les comptables... Quant aux armateurs grecs la loi les dispense de payer tout impôt direct. L'Église orthodoxe (le plus grand propriétaire foncier du pays, de très loin) ne paie qu'un impôt foncier dérisoire.

A quoi servent les « plans de sauvetage de la Grèce ?

La Grèce ne perçoit pas un seul euro des milliards d'euros versés par l'UE et le FMI, soi-disant pour sauver la Grèce. Ces fonds sont versés sur un compte spécial, imposé à la Grèce par Merkel et Sarkozy. Les sommes versées sur ces fonds n'ont qu'une seule et unique destination : rembourser les créanciers des titres de la dette publiques grecque au fur et à mesure de l'arrivée à échéance de ces titres. Ces créanciers sont, pour l'essentiel, des banques et des compagnies d'assurance européennes.

Ces plans de sauvetage ne sont, en réalité, que des plans de sauvetage des banques et des assurances.